

REUNION DES MINISTRES DES FINANCES DE LA ZONE FRANC
- Cotonou 2005 -

RESOLUTIONS des MINISTRES

Les ministres chargés des finances des pays de la Zone franc, réunis le 7 avril 2005 à Cotonou :

1) Constatent l'état de la convergence au 31 décembre 2004 et les tendances qui se dessinent au sein de la Zone sur les premiers mois de 2005. Ils relèvent les résultats encourageants des pays qui, au sein de chaque sous-région, ont poursuivi la mise en œuvre de leur programme de convergence, malgré les chocs exogènes et la persistance de crises politiques. A cet égard, ils rappellent les échéances fixées pour l'atteinte des objectifs de convergence dans la CEMAC et dans l'UEMOA et la nécessité pour tous les Etats de redoubler d'efforts pour y parvenir.

Ils réaffirment le caractère indispensable d'une véritable convergence nominale et réelle au sein d'une zone monétaire et l'importance de l'exercice de Surveillance multilatérale. Ils soulignent à nouveau l'importance que revêt la stabilité politique, condition indispensable au développement des économies de la Zone franc.

2) Demandent au Comité de convergence de poursuivre les travaux engagés afin de faire des propositions opérationnelles en septembre 2005 pour la définition d'indicateurs complémentaires.

3) Rappellent l'obligation pour les Etats de transmettre régulièrement des informations complètes et fiables aux autorités régionales. Ils insistent en particulier sur la tenue à jour par tous les Etats d'un inventaire de la dette, en particulier la dette intérieure, dans le cadre de la prévention de l'apparition ou de l'accumulation d'arriérés. Les ministres s'engagent également à renforcer les capacités des structures chargées de la surveillance multilatérale et demandent au Comité de convergence de lui faire des propositions en ce sens pour la réunion de septembre 2005.

4) Rappellent que, en zone UEMOA, la réalisation des objectifs de convergence fin 2005 requiert :

- l'intensification des efforts pour la normalisation de la situation socio-politique dans l'Union, condition indispensable pour la mise en œuvre d'une politique macroéconomique de qualité ;
- l'accélération de la mise en œuvre des réformes structurelles afin que les lenteurs observées ne pèsent sur la croissance économique et l'assainissement des finances publiques ;
- enfin, la promotion de l'intégration régionale par la mise en œuvre effective d'un véritable espace régional à même d'atténuer les différents chocs pouvant affecter individuellement les Etats membres.

5) S'engagent, en zone CEMAC où l'horizon de convergence est fixé au 31 décembre 2007, à soumettre dans les plus brefs délais aux instances communautaires leur programme triennal de convergence. Dans ce cadre, à la faveur d'une conjoncture très favorable, un accent particulier devra être mis sur la stabilité macroéconomique à moyen terme, la poursuite des réformes structurelles et la mise en œuvre d'une stratégie de diversification de l'économie.

6) Se félicitent de la participation active de l'Union des Comores aux travaux du Comité de convergence et apprécient la volonté exprimée par les autorités comoriennes de partager les objectifs de convergence fixés par la CEMAC et l'UEMOA et de mettre en œuvre, dans le cadre du programme avec le FMI, les réformes permettant de les atteindre.

7) Saisissent l'opportunité de leur présence à Cotonou pour rappeler les engagements pris en 1997 pour la relance de l'investissement privé. S'agissant des objectifs de la Déclaration de Cotonou, ils rappellent la nécessité d'une surveillance multilatérale périodique de l'environnement des affaires, faisant le bilan des dispositifs mis en place depuis 1997. Ils constatent que l'objectif de formation et d'information sur la Zone franc et la possibilité d'y entreprendre a été atteint, comme l'atteste le succès du site IZF.net, qui est devenu l'un des premiers sites consultés sur l'Afrique francophone.